



MECO: DEMANDE D'AIDE EN FAVEUR DE LA PRIMO-CRÉATION D'ENTREPRISE

1. Protection des données à caractère personnel

Le formulaire que vous (ci-après « le demandeur ») allez soumettre dans le cadre de votre demande d'aide (ci-après « la demande ») contient des informations à caractère personnel. Ces informations seront enregistrées dans le système d'information du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE), pour le compte du responsable de traitement, en l'occurrence le ministère de l'Économie (19-21, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg).

Le traitement de vos données personnelles par le ministère de l'Économie est nécessaire aux fins de l'accomplissement de ses missions d'intérêt public et des obligations légales mises à sa charge par la législation applicable.

Ces données incluent notamment :

- des données d'identification (nom, prénom, numéro de téléphone, adresse email) ;
- des données bancaires et financières (recettes et dépenses prévisionnelles, y compris les frais de personnel et de l'entreprise, identification et numéro de compte bancaire).

Les données personnelles sont traitées par le ministère de l'Économie pour :

- la gestion administrative de votre demande,
- la communication avec le demandeur,
- le cas échéant, le versement de l'aide,
- la gestion des demandes de droit d'accès, de rectification et d'opposition, et autres droits à l'égard des données personnelles,
- la gestion éventuelle de réclamations et du contentieux.

Un refus de votre part de fournir les données personnelles demandées résultera dans l'incapacité du ministère de l'Économie de traiter votre demande.

Conformément à la loi actuellement en vigueur et dans les limites prévues par les textes applicables, les demandeurs sont en droit d'obtenir, sans frais :

- l'accès à leurs données personnelles ;
- la confirmation que des données personnelles les concernant sont ou ne sont pas traitées ;
- des informations portant au moins, sans que cette liste ne soit exhaustive, sur les finalités du traitement, sur les catégories de données sur lesquelles le traitement porte et les destinataires ou les catégories de destinataires auxquels les données sont communiquées;

Dans les limites prévues par les textes applicables, le demandeur dispose également d'un droit de rectification des données personnelles le concernant et d'un droit d'opposition à la collecte et au traitement de ces données, sous réserve de justifier de raisons tenant à sa situation particulière. Il est également en droit, de demander l'effacement de tout ou partie des données ou une limitation du traitement. Le ministère de l'Économie ne pourra cependant donner suite à ces demandes que dans certaines limites, notamment celles liées à ses obligations légales en tant que responsable de traitement ou d'administration publique.

Ces données personnelles sont conservées par le ministère de l'Économie pendant la durée nécessaire à la réalisation de la finalité du traitement et au respect des obligations légales auxquelles il est soumis lui-même dans ce contexte.

Les données personnelles sont traitées en interne par les personnes dûment habilitées, dans la limite de leurs attributions respectives.

Elles sont également susceptibles d'être communiquées aux destinataires externes suivants :



- autorités administratives ou partenaires du ministère de l'Économie (p.ex. : Commission européenne, Cour des Comptes, etc) afin de permettre au ministère de l'Économie de remplir ses obligations légales dans le contexte de la demande.


Pour toute question concernant le traitement de vos données personnelles, veuillez contacter le ministère de l'Économie par courriel à l'adresse suivante : (DPO@eco.etat.lu) ou par voie postale (19-21, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg).

En cas de doute sur votre identité, le ministère de l'Économie pourra, dans votre intérêt, vous demander une pièce d'identité pour vous identifier sans équivoque.

Si vous deviez estimer que vos droits relatifs à la protection des données personnelles n'ont pas été respectés, vous avez la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) (<https://cnpd.public.lu>).

J'ai pris note de la présente notice d'information et des différents traitements des données personnelles qui sont ou peuvent être faits par les autorités concernées

2. Information


 Cette aide est destinée aux micro-entreprises nouvellement créées disposant d'une autorisation d'établissement octroyée par la Direction générale des Classes moyennes depuis moins de 6 mois et qui ne figurent pas parmi les activités exclues mentionnées en annexe de la loi dite « primo-crédation d'entreprise ».

Le déclarant confirme qu'il initie la présente démarche pour le compte d'une micro-entreprise. Oui

L'entreprise requérante est-elle accompagnée par House of Entrepreneurship ou la Chambre des Métiers ? Non



3. Identité du déclarant

 Le déclarant est la personne de contact du ministère.

Nom	Ahsina
Prénom	Wassim
Fonction	Responsable administratif
Numéro de téléphone	00352691359253
E-mail	ahwassim@accessreparation.com
Le déclarant déclare par la présente avoir le pouvoir d'engager l'entreprise dans cette démarche	Oui

4. Information sur l'entreprise requérante

Information sur l'entreprise requérante - Signalétique

Type d'entreprise

Quel est le type de l'entreprise ?

Identité de l'entreprise

Nom de l'entreprise

Numéro d'identification national

Forme juridique

Numéro du registre de commerce

Numéro de TVA

Code NACE de l'activité principale

Présentation générale des activités

Emplois/Effectif (unité de travail par an)


Date de création de l'entreprise requérante

Adresse de l'entreprise




Pays	Luxembourg
Code postal	L-8069
Localité	Bertrange
Rue	Rue de l'Industrie
Numéro de rue	19
Complément d'adresse	
Je n'ai pas trouvé l'adresse dans la liste	<input type="checkbox"/>

Coordonnées bancaires de l'entreprise

 Il s'agit du compte bancaire sur lequel le ministère de l'Économie versera une éventuelle aide.

Numéro IBAN LU616060002000008893


Information sur l'entreprise requérante - Actionnariat

 Une entreprise autonome est une entreprise qui n'est ni contrôlée, ni détenue par une autre personne morale.
Par ailleurs, elle ne détient pas d'autres personnes morales à hauteur d'au moins 25%.
Attention : si une ou plusieurs personnes physiques agissant de concert contrôle(nt) plusieurs entreprises alors aucune de ces entreprises n'est considérée comme autonome. Celles-ci doivent alors être qualifiées d'entreprises liées, soit en tant qu'entreprise filiale ou entreprise mère.

Est-ce que l'entreprise requérante est une entreprise autonome ? Oui

Type d'associé	Nom	Numéro d'identification national	Participation (%)
Personne physique	Ahsina Wassim	1990092102124	21,00
Personne physique	El morabit hachim	1983062404844	58,00
Personne physique	El iouami samir	1990092102124	21,00

Information sur l'entreprise requérante - Prise de participation

 Par participation on entend la détention de 25% ou plus du capital dans une autre entreprise.

L'entreprise requérante détient-elle des participations dans une ou plusieurs entreprises ? Non



Bilan Aide(s) de Minimis Reçue(s)

L'entreprise requérante a-t-elle bénéficié d'une ou plusieurs aide(s) de Minimis au cours des 3 dernières années ? Non

5. Récapitulatif des pièces jointes

<input checked="" type="checkbox"/>	Relevé d'identité bancaire
<input checked="" type="checkbox"/>	Pièce établie par la Chambre professionnelle compétente attestant l'accomplissement de la formation ou une copie du diplôme.
<input checked="" type="checkbox"/>	Associé 1: Relevé des affiliations auprès du Centre commun de la Sécurité sociale au cours des 10 dernières années précédant la délivrance de l'autorisation d'établissement
<input checked="" type="checkbox"/>	Associé 1: Extrait de casier judiciaire émis par le ou les États où il a résidé au cours des 10 années précédant la demande d'aide
<input checked="" type="checkbox"/>	Associé 1: Certificat de revenu
<input checked="" type="checkbox"/>	Associé 2: Relevé des affiliations auprès du Centre commun de la Sécurité sociale au cours des 10 dernières années précédant la délivrance de l'autorisation d'établissement
<input checked="" type="checkbox"/>	Associé 2: Extrait de casier judiciaire émis par le ou les États où il a résidé au cours des 10 années précédant la demande d'aide
<input checked="" type="checkbox"/>	Associé 2: Certificat de revenu
<input checked="" type="checkbox"/>	Associé 3: Relevé des affiliations auprès du Centre commun de la Sécurité sociale au cours des 10 dernières années précédant la délivrance de l'autorisation d'établissement
<input checked="" type="checkbox"/>	Associé 3: Extrait de casier judiciaire émis par le ou les États où il a résidé au cours des 10 années précédant la demande d'aide
<input checked="" type="checkbox"/>	Associé 3: Certificat de revenu
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat de bail



Déclaration sur l'honneur.

Ce document est à télécharger à partir du lien [Déclaration sur l'honneur](#) et à signer par chacun des associés ou de l'entrepreneur en nom propre.

6. Déclaration sur l'honneur

En validant cette demande d'aide, l'entreprise certifie l'exactitude des données fournies dans le cadre de la présente demande d'aide.

Par ailleurs, l'entreprise accepte de :

- signaler immédiatement au ministère de l'Économie toute modification substantielle intervenue dans le cadre du projet (p.ex. : arrêt ou mise en veille du projet, objet d'une procédure d'insolvabilité, etc.);
- rembourser l'aide étatique versée, augmentée des intérêts légaux applicables, en cas de non-respect d'une ou plusieurs dispositions de la loi ou des règlements européens applicables ou en cas de gestion impropre ou non-conforme aux lois applicables.

* en cochant cette case, j'atteste sur l'honneur que toutes les informations fournies dans ce formulaire de demande sont correctes.